

No. 29113

UNIVERSAL POSTAL UNION

**Cash-on-Delivery Agreement. Concluded at Washington on
14 December 1989**

Authentic text: French.

Registered by the Director-General of the International Bureau of the Universal Postal Union on 4 September 1992.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Arrangement concernant les envois contre remboursement.
Conclu à Washington le 14 décembre 1989**

Texte authentique : français.

Enregistré par le Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle le 4 septembre 1992.

Arrangement concernant les envois contre remboursement

Table des matières

Art.

1. Objet de l'Arrangement
2. Définition du service
3. Rôle du bureau de dépôt des envois
4. Rôle du bureau de destination des envois
5. Transmission des mandats de remboursement
6. Règlement aux expéditeurs des envois
7. Rémunération. Etablissement et règlement des comptes
8. Responsabilité
9. Dispositions finales

Arrangement¹ concernant les envois contre remboursement

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964², ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant:

¹ Mis à exécution* le 1^{er} janvier 1991, conformément au paragraphe 3 de l'article 9. Les signatures définitives avaient été apposées ou les instruments de ratification ou d'approbation avaient été déposés auprès du Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle comme suit :

<i>Etat</i>	<i>Date de la signature définitive (s) ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'approbation (A)</i>
Belgique	20 décembre 1990
Bénin	14 décembre 1989 s
Danemark	14 décembre 1989 s
Suède	19 décembre 1990 A
Thaïlande	20 décembre 1990 A

* Les Actes obligatoires et facultatifs de l'Union postale universelle déploient leurs effets selon un régime spécial. Ils sont mis à exécution à une date fixée par le Congrès de l'Union postale universelle. Or la plupart des Etats membres ne sont pas en mesure de ratifier les Actes avant leur mise à exécution et pourtant, ils les appliquent. Pour résoudre les litiges qui résultent de ces circonstances, le principe de la « ratification tacite » ou de l'« approbation tacite » fut admis. Il se fonde sur l'exécution effective des dispositions contenues dans les nouveaux Actes élaborés par le Congrès. Cette ratification ou approbation tacite ne remplace pas la ratification ou approbation effective. Elle n'est admise que pour assurer la continuité de l'application des Actes de l'Union postale universelle.

Par la suite, l'Arrangement a pris effet à l'égard des Etats suivants à la date du dépôt de leurs instruments de ratification, d'adhésion ou d'approbation auprès du Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification, d'adhésion (a) ou d'approbation (A)</i>
République de Corée	28 janvier 1991 A
Luxembourg	4 février 1991
Saint-Siège	8 mars 1991
Indonésie	8 mai 1991 A
Tunisie	3 juin 1991
Suisse	6 juin 1991
Liechtenstein	26 juillet 1991
Saint-Kitts-et-Nevis	27 septembre 1991 a
Autriche	20 novembre 1991
Chili*	27 décembre 1991
Burkina Faso	10 avril 1992
Espagne	15 juin 1992

* Voir p. 464 du présent volume pour le texte de la déclaration faite lors de la ratification.

En outre, les notifications d'adhésion à l'Arrangement en vertu du paragraphe 5 de l'article 11 de la Constitution ont été effectuées par le Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle aux Etats suivants :

<i>Etat</i>	<i>Date de la notification d'adhésion</i>
Namibie	30 avril 1992
(Avec effet au 30 avril 1992.)	
Croatie	20 juillet 1992
(Avec effet au 20 juillet 1992.)	
Slovénie	27 août 1992
(Avec effet au 27 août 1992.)	

² Nations Unis, *Recueil des Traités*, vol. 611, p. 7.

Article premier

Objet de l'Arrangement

Le présent Arrangement régit l'échange des envois contre remboursement que les pays contractants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

Article 2

Définition du service

1. Certains envois de la poste aux lettres et de colis postaux peuvent être expédiés contre remboursement.
2. Les fonds destinés à l'expéditeur des envois peuvent lui être envoyés:
 - a) par mandat de remboursement dont le montant est payé en espèces dans le pays d'origine de l'envoi; ce montant peut, toutefois, lorsque la réglementation de l'Administration de paiement le permet, être versé à un compte courant postal tenu dans ce pays;
 - b) par mandat de versement-remboursement dont le montant doit être porté au crédit d'un compte courant postal tenu dans le pays d'origine de l'envoi, lorsque la réglementation de l'Administration de ce pays le permet;
 - c) par virement ou versement à un compte courant postal tenu soit dans le pays d'encaissement, soit dans le pays d'origine de l'envoi, dans les cas où les Administrations intéressées admettent ces procédés.

Article 3

Rôle du bureau de dépôt des envois

1. Sauf entente spéciale, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays d'origine de l'envoi; toutefois, en cas de versement ou de virement du remboursement à un compte courant postal tenu dans le pays de destination, ce montant est exprimé dans la monnaie de ce pays.
2. Lorsque la liquidation du remboursement est effectuée par un mandat de remboursement, le montant de celui-ci ne peut excéder le maximum adopté dans le pays de destination pour l'émission des mandats à destination du pays d'origine de l'envoi. Par contre, lorsque le règlement à l'expéditeur est effectué par un mandat de versement-remboursement ou par virement, le montant maximal peut s'adapter à celui qui est fixé pour les mandats de versement ou les virements. Dans les deux cas, un maximum plus élevé peut être convenu d'un commun accord.
3. L'Administration d'origine de l'envoi détermine librement la taxe à verser par l'expéditeur, en sus des taxes postales applicables à la catégorie à laquelle appartient l'envoi, lorsque le règlement est exécuté au moyen d'un mandat de remboursement ou d'un mandat de versement-remboursement. La taxe appliquée à un envoi contre remboursement liquidé au moyen d'un mandat de versement-remboursement doit être inférieure à celle qui serait appliquée à un envoi de même montant liquidé au moyen d'un mandat de remboursement.
4. L'expéditeur d'un envoi contre remboursement peut, aux conditions fixées à l'article 38 de la Convention¹, demander soit le dégrèvement total ou partiel, soit l'augmentation du montant du remboursement. En cas d'augmentation du montant du remboursement, l'expéditeur doit payer, pour la majoration, la taxe visée au paragraphe 3 ci-dessus; cette taxe n'est pas perçue lorsque le montant est à porter au crédit d'un compte courant postal au moyen d'un bulletin de versement ou d'un avis de versement ou de virement.

¹ Voir p. 181 du présent volume.

5. Si le montant du remboursement doit être réglé au moyen d'un bulletin de versement ou d'un avis de versement ou de virement destiné à être porté au crédit d'un compte courant postal soit dans le pays de destination, soit dans le pays d'origine de l'envoi, il est perçu sur l'expéditeur une taxe fixe de 0,16 DTS au maximum.

Article 4

Rôle du bureau de destination des envois

1. Sous les réserves prévues au Règlement d'exécution¹, les mandats de remboursement et les mandats de versement-remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant les mandats de poste².
2. Les mandats de remboursement et les mandats de versement-remboursement sont envoyés d'office par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) au bureau payeur ou au bureau des chèques postaux chargé de la mise en compte.
3. En outre, pour les virements ou versements visés à l'article 3, paragraphe 5, l'Administration du pays de destination prélève sur le montant du remboursement les taxes ci-après:
 - a) une taxe fixe de 0,65 DTS au maximum;
 - b) s'il y a lieu, la taxe intérieure applicable aux virements ou aux versements lorsque ceux-ci sont effectués au profit d'un compte courant postal tenu dans le pays de destination;
 - c) la taxe applicable aux virements ou aux versements internationaux lorsque ceux-ci sont effectués au profit d'un compte courant postal tenu dans le pays d'origine de l'envoi.

Article 5

Transmission des mandats de remboursement

La transmission des mandats de remboursement peut, au choix des Administrations, s'opérer soit directement entre bureau d'émission et bureau de paiement, soit au moyen de listes.

Article 6

Règlement aux expéditeurs des envois

1. Les mandats de remboursement afférents aux envois contre remboursement sont payés aux expéditeurs dans les conditions déterminées par l'Administration d'origine de l'envoi.
2. Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas été payé au bénéficiaire est tenu à la disposition de celui-ci par l'Administration du pays d'origine de l'envoi; il est définitivement acquis à cette Administration à l'expiration du délai légal de prescription en vigueur dans ledit pays. Lorsque, pour une cause quelconque, le versement ou le virement à un compte courant postal demandé en conformité de l'article 2, lettre b), ne peut être effectué, l'Administration qui a encaissé les fonds établit un mandat de remboursement d'un montant correspondant au bénéfice de l'expéditeur de l'envoi.

Article 7

Rémunération. Etablissement et règlement des comptes

1. L'Administration d'origine de l'envoi attribue à l'Administration de destination, sur le montant des taxes qu'elle a perçues en application de l'article 3, paragraphes 3, 4 et 5, une rémunération dont le montant est fixé à 0,98 DTS.

¹ UPU. Documents du Congrès de Washington, 1989; Tome III, deuxième volume (Berne 1990, Bureau international de l'Union postale universelle).

² Voir p. 393 du présent volume.

2. Les envois contre remboursement liquidés au moyen du mandat de versement-remboursement donnent lieu à l'attribution de la même rémunération que celle qui est attribuée lorsque la liquidation est effectuée au moyen du mandat de remboursement.

Article 8

Responsabilité

1. Les Administrations sont responsables des fonds encaissés jusqu'à ce que le mandat de remboursement soit régulièrement payé ou jusqu'à inscription régulière au crédit du compte courant postal du bénéficiaire. En outre, les Administrations sont responsables, jusqu'à concurrence du montant du remboursement, de la livraison des envois sans encaissement des fonds ou contre perception d'une somme inférieure au montant du remboursement. Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des retards qui peuvent se produire dans l'encaissement et l'envoi des fonds.

2. Aucune indemnité n'est due au titre du montant du remboursement:

- a) si le défaut d'encaissement résulte d'une faute ou d'une négligence de l'expéditeur;
- b) si l'envoi n'a pas été livré parce qu'il tombe sous le coup des interdictions visées soit par la Convention (article 36, paragraphes 1, 2 et 3, lettre b)), soit par l'Arrangement concernant les colis postaux¹ (article 19, lettres a), chiffres 2°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, et b), et article 23);
- c) si aucune réclamation n'a été déposée dans le délai défini à l'article 47, paragraphe 1. de la Convention.

3 L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration d'origine de l'envoi; celle-ci peut exercer son droit de recours contre l'Administration responsable qui est tenue de lui rembourser, dans les conditions fixées par l'article 68 de la Convention, les sommes qui ont été avancées pour son compte. L'Administration qui a supporté en dernier lieu le paiement de l'indemnité a un droit de recours, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, contre le destinataire, contre l'expéditeur ou contre des tiers. L'article 66 de la Convention relatif aux délais de paiement de l'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé s'applique, pour toutes les catégories d'envois contre remboursement, au paiement des sommes encaissées ou de l'indemnité.

4. L'Administration de destination n'est pas responsable des irrégularités commises lorsqu'elle peut:

- a) prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'Administration du pays d'origine;
- b) établir que, lors de la transmission à son service, l'envoi et, s'il s'agit d'un colis postal, le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les désignations réglementaires. Lorsque la responsabilité ne peut être nettement imputée à l'une des deux Administrations, celles-ci supportent le dommage par parts égales.

5. Lorsque le destinataire a restitué un envoi qui lui a été livré sans perception du montant du remboursement, l'expéditeur est avisé qu'il peut en prendre possession dans un délai de trois mois, à condition de renoncer au paiement du montant du remboursement ou de restituer le montant reçu en vertu du paragraphe 1 ci-devant. Si l'expéditeur prend livraison de l'envoi, le montant remboursé est restitué à l'Administration ou aux Administrations qui ont supporté le dommage. Si l'expéditeur renonce à prendre livraison de l'envoi, celui-ci devient la propriété de l'Administration ou des Administrations qui ont supporté le dommage.

¹ Voir p. 299 du présent volume.

Article 9

Dispositions finales

1. La Convention, l'Arrangement concernant les mandats de poste et l'Arrangement concernant le service des chèques postaux¹ ainsi que l'Arrangement concernant les colis postaux sont applicables, le cas échéant, en tout ce qui n'est pas contraire au présent Arrangement.

2. *Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution*

2.1 Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement d'exécution doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil exécutif pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil exécutif qui sont parties à l'Arrangement.

2.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions;
- b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement;
- c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement.

3. Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1er janvier 1991 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Washington, le 14 décembre 1989.

¹ Voir p. 419 du présent volume.

Cet Arrangement a été signé au nom des Etats et entités territoriales ci-après par un ou plusieurs des plénipotentiaires qui ont signé le Quatrième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle :

[Voir les signatures apposées par des plénipotentiaires au bas du Quatrième Protocole additionnel à la page 26 du présent volume.]

République algérienne démocratique et populaire
République fédérale d'Allemagne
République argentine
République d'Autriche
Belgique
République populaire du Bénin
Burkina Faso
République du Burundi
République du Cameroun
République du Cap-Vert
République centrafricaine
Chili
République de Chypre
République fédérale islamique des Comores
République populaire du Congo
République de Corée
République de Côte d'Ivoire
Royaume de Danemark
République arabe d'Egypte
Emirates arabes unis
République de l'Equateur
Espagne
République de Finlande
République française
République gabonaise
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man
Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Grèce
République de Guinée
République de Hongrie
République d'Indonésie
République islamique d'Iran
République d'Islande
Israël
Italie
Principauté de Liechtenstein
Luxembourg
République du Mali

Royaume du Maroc
République islamique de Mauritanie
Principauté de Monaco
République du Niger
Norvège
République de l'Ouganda
République de Paraguay
Pays-Bas
Antilles néerlandaises et Aruba
République du Pérou
Portugal
République de Saint-Marin
République du Sénégal
République démocratique de Somalie
Suède
Confédération suisse
République du Suriname
République du Tchad
République socialiste tchécoslovaque
Thaïlande
République togolaise
République tunisienne
République de Turquie
Etat de la Cité du Vatican
République démocratique populaire du Yémen
République socialiste fédérative de Yougoslavie

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

Cash-on-Delivery Agreement

Contents

Art

- 1 Purpose of the Agreement
- 2 Definition of the service
- 3 Role of the office of posting of the items
- 4 Role of the office of destination of the items
- 5 Transmission of COD money orders
- 6 Settling with senders of items
- 7 Remuneration. Preparation and settlement of accounts
- 8 Liability
- 9 Final provisions

¹ Translation supplied by the International Bureau of the Universal Postal Union.

² Traduction fournie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Cash-on-Delivery Agreement¹

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the member countries of the Union, having regard to article 22, paragraph 4, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964,² have, by common consent and subject to article 25, paragraph 3, of the Constitution, drawn up the following Agreement:

¹ Put into effect* on 1 January 1991, in accordance with article 9 (3). Definitive signatures had been affixed or instruments of ratification or approval had been deposited with the Director-General of the International Bureau of the Universal Postal Union as follows:

<i>State</i>	<i>Date of definitive signature (s) or of deposit of the instrument of ratification or approval (A)</i>
Belgium	20 December 1990
Benin	14 December 1989 s
Denmark	14 December 1989 s
Sweden	19 December 1990 A
Thailand	20 December 1990 A

* The mandatory and optional Acts of the Universal Postal Union generate their effects according to a special scheme. They enter into force at a date decided upon by the Congress of the Universal Postal Union, but, as it appears, most of the member States are not in a position to ratify the Acts before they are put into effect; however, they do apply them. To solve the resulting contradiction, the principle of "tacit ratification" or "tacit approval" was admitted. It is based on the effective implementation of the provisions contained in the new Acts established by the Congress. This ratification or approval does not replace formal ratification or approval. Its purpose is only to insure the continued application of the Acts of the Universal Postal Union.

Subsequently, the Agreement took effect for the following States on the date of the deposit of their instruments of ratification, accession or approval with the Director-General of the International Bureau of the Universal Postal Union:

<i>State</i>	<i>Date of deposit of the instrument of ratification, accession (a) or approval (A)</i>
Republic of Korea	28 January 1991 A
Luxembourg	4 February 1991
Holy See	8 March 1991
Indonesia	8 May 1991 A
Tunisia	3 June 1991
Switzerland	6 June 1991
Liechtenstein	26 July 1991
Saint Kitts and Nevis	27 September 1991 a
Austria	20 November 1991
Chile*	27 December 1991
Burkina Faso	10 April 1992
Spain	15 June 1992

* See p. 464 of this volume for the text of the declaration made upon ratification.

Also, notifications of accession to the Agreement under article 11 (5) of the Constitution were effected by the Director-General of the International Bureau of the Universal Postal Union to the following States:

<i>State</i>	<i>Date of the notification of accession</i>
Namibia	30 April 1992
(With effect from 30 April 1992.)	
Croatia	20 July 1992
(With effect from 20 July 1992.)	
Slovenia	27 August 1992
(With effect from 27 August 1992.)	

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 611, p. 7.

Article 1**Purpose of the Agreement**

This Agreement shall govern the exchange of cash-on-delivery (COD) items which contracting countries agree to set up in their reciprocal relations.

Article 2**Definition of the service**

- 1 Certain letter-post and parcel-post items may be sent cash-on-delivery.
- 2 The funds intended for the sender of the items may be sent to him:
 - a by COD money order, the amount of which shall be paid in cash in the country of origin of the item; however, if the regulations of the paying administration so permit, this amount may be paid into a postal giro account held in that country;
 - b by COD inpayment money order, the amount of which shall be entered to the credit of a postal giro account held in the country of origin of the item, if the regulations of that country's administration so permit;
 - c by transfer or inpayment to a postal giro account held either in the collecting country or in the country of origin of the item if the administrations concerned allow such procedures.

Article 3**Role of the office of posting of the items**

1 In the absence of special agreement, the COD amount shall be expressed in the currency of the country of origin of the item; however, if the COD amount is to be paid in or transferred to a postal giro account held in the country of destination, it shall be expressed in the currency of that country.

2 When the COD amount is paid by COD money order, the amount of the latter may not exceed the maximum adopted in the country of destination for the issue of money orders intended for the country of origin of the item. However, when payment is made to the sender by COD inpayment money order or by transfer, the maximum amount may be adjusted to the amount fixed for inpayment money orders or transfers. In both cases, a higher maximum may be mutually agreed on.

3 The administration of origin of the item shall freely decide the charge to be paid by the sender, in addition to the postal charges payable on the category to which the item belongs, when payment is made by COD money order or COD inpayment money order. The charge payable on a COD item paid for by COD inpayment money order shall be lower than that which would be payable on an item of the same amount paid for by COD money order.

4 The sender of a COD item may, under the conditions prescribed in article 38 of the Convention,¹ ask for the COD amount to be cancelled, reduced or increased. If the COD amount is increased, the sender shall pay, on the increase, the charge mentioned in paragraph 3 above; this charge shall not be collected when the amount is to be credited to a postal giro account by means of an inpayment form or an advice of inpayment or transfer.

5 If the COD amount is to be paid by means of an inpayment form or an advice of inpayment or transfer to be credited to a postal giro account either in the collecting country or in the country of origin of the item, a set charge of 0.16 SDR at most shall be collected from the sender.

¹ See p. 181 of this volume.

Article 4**Role of the office of destination of the items**

1 Subject to the reservations made in the Detailed Regulations,¹ COD money orders and COD inpayment money orders shall be subject to the provisions laid down in the Money Orders Agreement.²

2 COD money orders and COD inpayment money orders shall automatically be sent by the quickest route (air or surface) to the paying office or to the giro centre responsible for crediting the accounts.

3 Furthermore, for the transfers or inpayments mentioned in article 3, paragraph 5, the administration of the country of destination shall collect on the COD amount the following charges:

- a a set charge of 0.65 SDR at most;
- b any internal charge payable on transfers or inpayments when they are made to the credit of a postal giro account held in the country of destination;
- c the charge payable on international transfers or inpayments when they are made to the credit of a postal giro account in the country of origin of the item.

Article 5**Transmission of COD money orders**

COD money orders may be transmitted either direct between the issuing office and the paying office or by means of lists, as administrations prefer.

Article 6**Settling with senders of items**

1 COD money orders relating to COD items shall be paid to senders under the conditions laid down by the administration of origin of the item.

2 The amount of a COD money order which, for any reason, has not been paid to the payee shall be kept at his disposal by the administration of the country of origin of the item; it shall be permanently acquired by that administration upon expiry of the legal prescription period in force in that country. When, for any reason, the inpayment or transfer to a postal giro account requested under article 2, b, cannot be carried out, the administration which collected the funds shall prepare a COD money order for the corresponding amount made out to the sender of the item.

Article 7**Remuneration. Preparation and settlement of accounts**

1 The administration of origin of the item shall allocate to the administration of destination, on the amount of the charges that it has collected in application of article 3, paragraphs 3, 4 and 5, a remuneration the amount of which shall be fixed at 0.98 SDR.

2 COD items paid for by COD inpayment money order shall give rise to the allocation of the same remuneration as that which is allocated when payment is made by COD money order.

¹ UPU, Documents of the 1989 Washington Congress; Volume III, Part 2 (Berne 1990, International Bureau of the Universal Postal Union).

² See p. 299 of this volume.

Article 8 Liability

1 Administrations shall be liable for the funds collected until the COD money order has been duly paid or until due entry to the credit of the payee's postal giro account. Furthermore, administrations shall be liable, up to the COD amount, for the delivery of items without collection of funds or against collection of a sum lower than the COD amount. Administrations shall assume no liability for delays which may occur in the collection and dispatch of funds.

2 No indemnity shall be payable in respect of the COD amount:

- a if the failure to collect is due to an error or negligence on the part of the sender;
- b if the item has not been delivered because it falls within the prohibitions specified in the Convention (article 36, paragraphs 1, 2 and 3, b) or in the Postal Parcels Agreement¹ (article 19, a, ii, iv, v, vi, vii, viii and b, and article 23);
- c if no inquiry has been made within the period specified in article 47, paragraph 1, of the Convention.

3 The obligation to pay the indemnity shall rest with the administration of origin of the item; that administration may exercise its right of recourse against the administration which was liable and which shall be bound to reimburse it, under the terms laid down in article 68 of the Convention, the sums paid out on its behalf. The administration which finally bore the payment of the indemnity shall have the right of recourse, up to the amount of that indemnity, against the addressee, against the sender or against third parties. Article 66 of the Convention relating to the time allowed for payment of the indemnity for the loss of a registered item shall apply, for all categories of COD items, to the payment of the sums collected or the indemnity.

4 The administration of destination shall not be liable for irregularities committed when it can:

- a prove that the error was due to the non-observance of a statutory provision by the administration of the country of origin;
- b establish that, at the time of transfer to its service, the item and, in the case of a postal parcel, the dispatch note relating thereto did not bear the regulation endorsements. When liability cannot be clearly assigned to one of the two administrations, they shall bear the loss equally.

5 When the addressee returns an item which has been delivered to him without collection of the COD amount, the sender shall be advised that he may take possession of it within a period of three months, on condition that he drop all claim to payment of the COD amount or return the amount received by virtue of paragraph 1 above. If the sender takes delivery of the item, the amount reimbursed shall be repaid to the administration or administrations which bore the loss. If the sender does not take delivery of the item, it shall become the property of the administration or administrations which bore the loss.

Article 9 Final provisions

1 The Convention, the Money Orders Agreement, the Giro Agreement² and the Postal Parcels Agreement shall be applicable, where appropriate, in all cases which do not run counter to this Agreement.

¹ See p. 299 of this volume.

² See p. 419 of this volume.

2 *Conditions for approval of proposals concerning this Agreement and its Detailed Regulations*

2.1 To become effective, proposals submitted to Congress relating to this Agreement and its Detailed Regulations shall be approved by a majority of the member countries present and voting which are parties to the Agreement. At least half of these member countries represented at Congress shall be present at the time of voting.

2.2 To become effective, proposals relating to the Detailed Regulations of this Agreement which have been referred by Congress to the Executive Council for a decision or which are introduced between two Congresses shall be approved by a majority of the members of the Executive Council which are parties to the Agreement.

2.3 To become effective, proposals introduced between two Congresses relating to this Agreement shall obtain:

- a unanimity of votes, if they involve the addition of new provisions;
- b two thirds of the votes, if they involve amendments to the provisions of this Agreement;
- c a majority of the votes, if they involve interpretation of the provisions of this Agreement.

3 This Agreement shall come into force on 1 January 1991 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

In witness whereof, the plenipotentiaries of the Governments of the contracting countries have signed this Agreement in a single copy which shall be deposited with the Director-General of the International Bureau. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at Washington, 14 December 1989.

This Agreement was signed on behalf of the States and territorial entities listed below by one or several of the plenipotentiaries who signed the Fourth Additional Protocol to the Constitution of the Universal Postal Union:

[For the signatures affixed by those plenipotentiaries under the Fourth Additional Protocol, see p. 26 of this volume.]

People's Democratic Republic of Algeria
Federal Republic of Germany
Argentine Republic
Republic of Austria
Belgium
People's Republic of Benin
Burkina Faso
Republic of Burundi
Republic of Cameroon
Republic of Cape Verde
Central African Republic
Chile
Republic of Cyprus
Islamic Federal Republic of the Comoros
People's Republic of the Congo
Republic of Korea
Republic of Côte d'Ivoire
Kingdom of Denmark
Arab Republic of Egypt
United Arab Emirates
Republic of Ecuador
Spain
Republic of Finland
French Republic
Gabonese Republic
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man
Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland is responsible
Greece
Republic of Guinea
Republic of Hungary
Republic of Indonesia
Islamic Republic of Iran
Republic of Iceland
Israel
Italy
Principality of Liechtenstein
Luxembourg
Republic of Mali

Kingdom of Morocco
Islamic Republic of Mauritania
Principality of Monaco
Republic of the Niger
Norway
Republic of Uganda
Republic of Paraguay
Netherlands
Netherlands Antilles and Aruba
Republic of Peru
Portugal
Republic of San Marino
Republic of Senegal
Democratic Republic of Somalia
Sweden
Swiss Confederation
Republic of Suriname
Republic of Chad
Czechoslovak Socialist Republic
Thailand
Togolese Republic
Republic of Tunisia
Republic of Turkey
Vatican City State
People's Democratic Republic of Yemen
Socialist Federal Republic of Yugoslavia